



PRÉFECTURE DE LA MARNE

**DIRECTION DES ACTIONS
INTERMINISTERIELLES**

*Bureau de l'environnement
et du développement durable*

3D.3B/

ARRÊTE PREFECTORAL COMPLEMENTAIRE
Société Fujifilm France à Tiqueux

Le préfet
de la région Champagne-Ardenne,
Préfet du département de la Marne,

INSTALLATIONS CLASSEES
N° 2009-APC-176-IC

VU :

- le code de l'environnement ;
- le donné-acte n° 95-183 du 21 novembre 1995 relatif à la déclaration du 16 décembre 1994 de la société Fujifilm concernant l'implantation par ses soins, 22 avenue Roger Salengro à Tiqueux, d'une installation de traitement et de développement de surfaces photosensibles à base argentique ;
- le dossier de cessation d'activités de l'établissement susvisé de juillet 2005 ;
- les diagnostics sur la qualité des sols au droit du site réalisés entre 2005 et 2007 ;
- le rapport de fin de travaux du 27 juillet 2009 concernant les travaux de gestion de terres contaminées du site transmis par la société Fujifilm à l'inspection des installations classées par courrier du 17 août 2009 ;
- l'analyse quantitative des risques résiduels du 5 août 2009 réalisée pour le site susvisé et transmis par la société Fujifilm à l'inspection des installations classées par courrier du 17 août 2009,
- le rapport de l'inspection des installations classées du 22 octobre 2009,
- l'avis émis par le Conseil départemental de l'environnement, des risques sanitaires et technologiques le 10 novembre 2009,
- l'accord de l'exploitant sur le projet d'arrêté par courrier du 26 novembre 2009,

CONSIDÉRANT :

- qu'il est nécessaire d'encadrer le suivi piézométrique de la nappe souterraine au vu des teneurs relevées au droit du site en sulfates et en nickel,
- que des compléments d'études sont nécessaires afin de déterminer l'éventuelle étendue de la pollution, ayant affecté le sol au droit du site, au delà des limites de propriété du site anciennement exploité par la société Fujifilm à Tinquex,

Le demandeur entendu,

Sur proposition de Monsieur le secrétaire général de la préfecture de la Marne,

arrête :

Article 1 : Disposition générale

La société FUJIFILM FRANCE dont le siège social se situe 16 rue Etienne Jules Marey – BP 34 - 78391 BOIS D'ARCY Cedex, doit mettre en place les dispositions du présent arrêté, pour le site qu'elle exploitait sur le territoire de la commune de Tinquex, 22 rue Roger Salengro.

Article 2 : Surveillance des eaux souterraines

2.1 - Piézomètres

L'exploitant dispose d'un réseau de surveillance de la qualité des eaux souterraines qui comporte :

- un piézomètre en amont appelé **Pz A** situé dans l'angle Sud-Est du site,
- deux piézomètres en aval :
 - > **Pz B** situé au Nord du site ;
 - > **Pz C** situé au Nord-Ouest du site.

Les trois piézomètres sont localisés sur le plan en annexe.

2.2 - Paramètres à rechercher

La surveillance de la qualité des eaux souterraines s'effectue sur les paramètres suivants :

- sulfates ;
- nickel.

2.3 - Fréquence de surveillance

Les prélèvements dans les eaux souterraines seront effectués deux fois par an en période de hautes et de basses eaux. Les premiers prélèvements doivent être effectués dans un délai maximal de 6 mois à compter de la notification du présent arrêté.

Toutes les mesures et observations faites sur le terrain doivent être consignées sur une fiche de prélèvement pour chaque piézomètre.

Les résultats seront transmis à l'inspection des installations classées dans le mois suivant les prélèvements.

Ces résultats doivent être accompagnés de l'historique des résultats précédents et des commentaires sur l'évolution de la qualité des eaux souterraines au droit du site ainsi que, le cas échéant, des propositions de travaux ou de surveillance complémentaire que l'évolution de la pollution rendrait nécessaires.

2.4 - Durée de la surveillance

La surveillance de la qualité des eaux souterraines doit être réalisée sur une période minimale de 4 ans à compter de la notification du présent arrêté.

L'exploitant pourra demander la levée de cette surveillance au terme des 4 ans sous réserve de pouvoir démontrer que les résultats de la surveillance sont satisfaisants et stables sur les deux dernières années au minimum (soit les quatre derniers prélèvements.)

2.5 - Accès aux piézomètres

La société FUJIFILM informera le propriétaire des terrains de ses interventions sur le site.

Elle devra s'assurer auprès du propriétaire du site des droits de passage et d'accès aux piézomètres cités dans le présent arrêté pendant toute la durée de la surveillance.

Article 3 : Surveillance des sols autour du site

L'exploitant réalisera une étude complémentaire sur l'état des milieux autour du site afin de déterminer l'étendue, en dehors du site, de la pollution mise à jour sur le site et de vérifier la compatibilité de l'état de ces terrains avec les usages constatés (notamment l'utilisation de la nappe d'eau souterraine de par la présence éventuelle de captage d'alimentation en eau potable...). Cette étude justifiera de la suffisance de la zone géographique investiguée autour du site, et de la nécessité de mener des actions complémentaires (investigations, analyses ...) et notamment des travaux de dépollution.

Cette étude pourra être réalisée sous la forme d'un schéma conceptuel et d'une Interprétation de l'Etat des Milieux (IEM) selon les modalités décrites dans la note ministérielle du 8 février 2007 relative aux modalités de gestion et de réaménagement des sites pollués et ses annexes. Les guides élaborés par le Ministère en charge de l'environnement et disponibles sur le site internet <http://www.sites-pollues.ecologie.gouv.fr> pourront aider à la réalisation de cette étude.

Le rapport relatif à cette étude accompagné des commentaires et des conclusions de l'exploitant sera transmis à l'inspection des installations classées sous 6 mois.

Article 4 : Recours

Le présent arrêté peut faire l'objet, dans un délai de deux mois à compter de sa notification, soit d'un recours hiérarchique auprès du ministre de l'écologie et du développement durable, direction de l'environnement industriel - bureau du contentieux - 20 avenue de Ségur - 75302 - Paris 07 SP, soit d'un recours contentieux auprès du tribunal administratif de Châlons-en-champagne - 25 rue du lycée - 51036 - Châlons en Champagne Cedex. Un éventuel recours hiérarchique n'interrompt pas le délai de recours contentieux.

Article 5 : Droits des tiers

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

Article 6 : Notification et exécution

M. le secrétaire général de la préfecture de la Marne, la Direction Régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement de Champagne Ardenne et l'inspection des installations classées, sont chargés chacun en ce qui les concerne de l'exécution du présent arrêté, dont une copie sera adressée pour

information à la direction départementale de l'équipement, la direction départementale de l'agriculture et de la forêt, la direction régionale et départementale des affaires sanitaires et sociales, la direction du service interministériel régional des affaires civiles et économiques de défense et de la protection Civile, la direction de l'agence de l'eau, ainsi qu'à M. le Maire de Tinquex qui en donnera communication au conseil municipal.

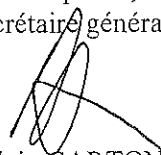
Notification en sera faite, à M. le directeur de FUJIFILM - 16 rue Etienne Jules Marey – BP 34 - 78391 BOIS D'ARCY Cedex

M. le Maire de Tinquex procédera à l'affichage en mairie de l'arrêté pendant un mois. A l'issue de ce délai, il dressera procès-verbal des formalités d'affichage et une copie de l'arrêté sera conservé en mairie aux fins d'information de toute personne intéressée qui, par ailleurs, pourra en obtenir une copie sur demande adressée à la préfecture de la Marne.

L'affichage permanent des conditions particulières d'exploitation à l'intérieur de l'établissement devra être effectué par les soins de l'exploitant.

Châlons-en-Champagne, le 29 décembre 2009

Pour le préfet,
Le secrétaire général,



Alain CARTON

ANNEXE – LOCALISATION DES PIEZOMETRES

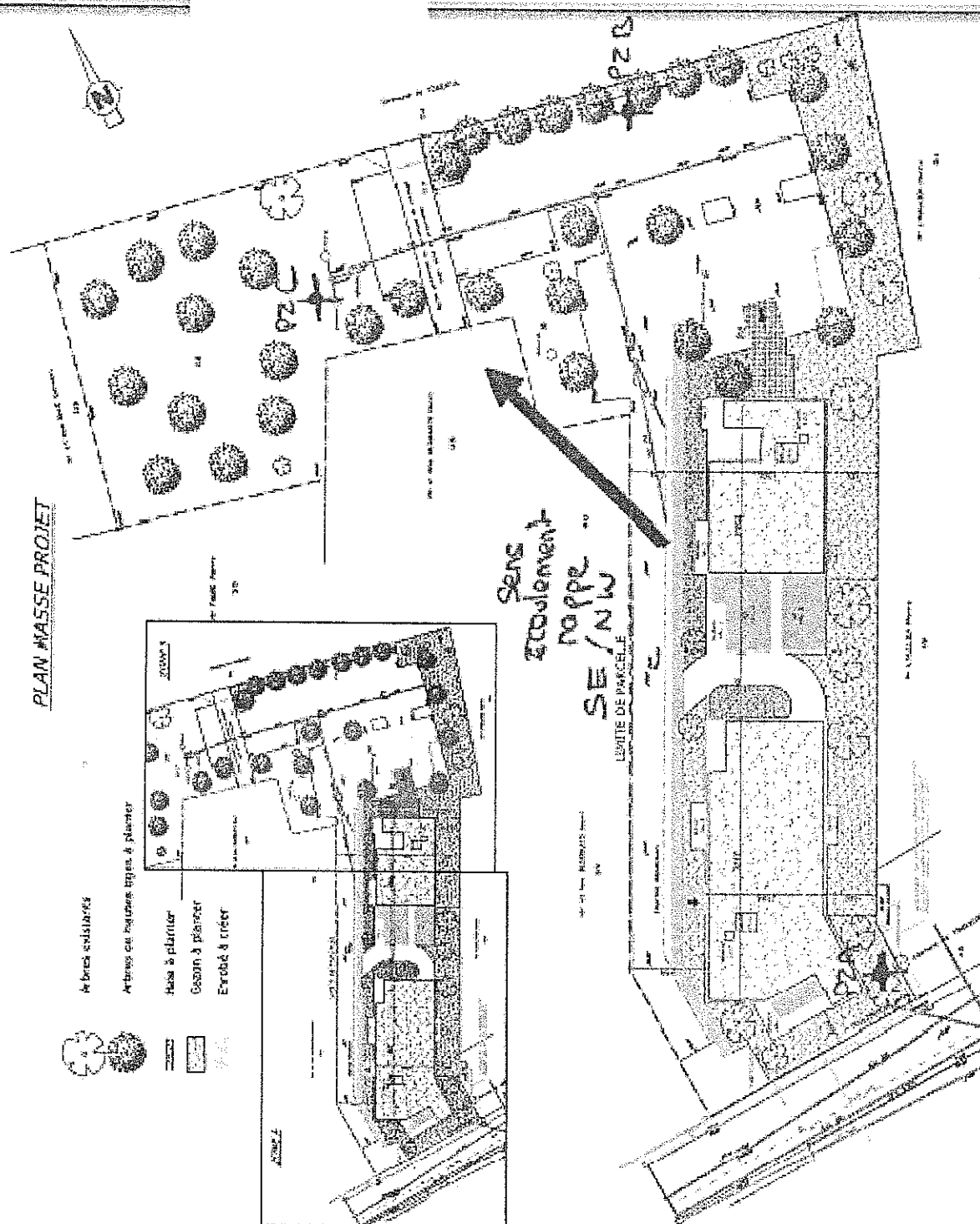


TABLE DES MATIERES

ARTICLE 1 : DISPOSITION GENERALE	2
ARTICLE 2 : SURVEILLANCE DES EAUX SOUTERRAINES	2
2.1 - <i>Piézomètres</i>	2
2.2 - <i>Paramètres à rechercher</i>	2
2.3 - <i>Fréquence de surveillance</i>	2
2.4 - <i>Durée de la surveillance</i>	3
2.5 - <i>Accès aux piézomètres</i>	3
ARTICLE 3 : SURVEILLANCE DES SOLS AUTOUR DU SITE	3
ARTICLE 4 : RECOURS.....	3
ARTICLE 5 : DROITS DES TIERS.....	3
ARTICLE 6 : NOTIFICATION ET EXECUTION	ERREUR ! SIGNET NON DEFINI.
ANNEXE – LOCALISATION DES PIEZOMETRES	5